



Conseil consultatif du gouvernement fédéral
pour la prévention civile des crises
et la promotion de la paix



Conférence annuelle du Conseil consultatif du gouvernement
fédéral pour la prévention civile des crises et la promotion de la paix

Que nous enseignent les crises ?

Prévention civile des crises en Allemagne et dans l'UE

2 octobre 2020, 9h30–17h00

Programme

Conseil consultatif du gouvernement fédéral pour la prévention civile des crises et la promotion de la paix

Le conseil consultatif combine l'expertise du monde scientifique et de la société civile en matière de prévention des crises et de promotion de la paix pour assister le gouvernement fédéral. Les vingt membres du conseil, issus de la coopération internationale, d'instituts scientifiques, de fondations, et d'organisations non gouvernementales, sont nommés pour quatre ans. Le conseil accompagne la mise en œuvre des lignes directrices « Prévenir les crises, gérer les conflits, promouvoir la paix » adoptées par le gouvernement fédéral en 2017. Par ses travaux, il encourage activement des échanges constants entre le gouvernement et la société civile. Il peut prendre publiquement position sur des questions stratégiques transversales et élabore en outre ses propres contributions stratégiques. Le conseil consultatif s'est saisi de thèmes spécifiques pour les deux prochaines années, dont la cohérence de la politique de paix, le genre, la paix et la sécurité ainsi que le changement climatique perçu comme risque sécuritaire.

Programme

9h30–10h00

Accueil et déclarations liminaires

- Bodo von Borries, Kira Vinke, coprésidents du Conseil consultatif
- Niels Annen, ministre adjoint aux Affaires étrangères

Présentation :

Almut Wieland-Karimi, directrice du Centre des missions internationales de paix

10h00–11h15

Table ronde

Perceptions des crises et leur impact sur les efforts de prévention

Les efforts mondiaux pour endiguer la propagation du SARS-CoV-2 ont montré comment la perception d'une crise guide nos actions. Quand les sociétés et les systèmes politiques se sentent menacés, même des mesures drastiques peuvent être appliquées avec un appui substantiel de la population. Des changements de mode de vie et des sacrifices personnels sont acceptés pour éviter les dangers et servir le bien commun. Nous assistons cependant à une multitude de crises simultanées, notamment la montée de risques sécuritaires due à la progression des groupes extrémistes, la hausse des inégalités, la crise sanitaire et le changement climatique. Notre perception de l'urgence qu'il y a

à prévenir une escalade et à résoudre ces crises guide nos prises de décisions politiques et financières. En observant la région du Sahel, où les responsables sont contraints d'affronter de multiples crises complexes, nous souhaitons discuter dans cette première table ronde de nos différences de perceptions des crises contemporaines et de l'influence que pourraient avoir les éclairages locaux sur les approches européennes de prévention des crises dans la région.

Panelists:

- Chukwuemeka B. Eze, directeur exécutif du Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix
- Gilles Yabi, directeur exécutif de WATHI, think tank citoyen de l'Afrique de l'Ouest
- Maria Klatte, chef du département Afrique, Misereor
- Walter Bartsch, chef du bureau régional d'Agadez, EUCAP Sahel

Présentation:

Almut Wieland-Karimi, directrice du Centre des missions internationales de paix

11h30–13h00

Pause

13h00–14h30

Ateliers (sessions parallèles)

Atelier 1: Groupes armés irréguliers, une privatisation de la sécurité? (anglais)

Au Sahel et en Afrique occidentale, les groupes armés irréguliers, y compris les milices favorables à l'État, prolifèrent rapidement à travers les frontières. Ce phénomène s'accompagne d'une prolifération illégale d'armes de petit calibre. Dans quelle mesure les approches allemandes et européennes de la réforme du secteur de la sécurité et de la maîtrise des armes de petit calibre sont-elles appropriées et efficaces? S'attaque-t-on aux causes de la prolifération des armes individuelles? Des ajustements stratégiques sont-ils nécessaires? Des représentants du ministère fédéral des Affaires étrangères, de l'UE, du Nigéria et du Burkina Faso discuteront de ces questions.

Participants:

- Albrecht von Wittke, chef de la division OR10, ministère fédéral des Affaires étrangères
- Claudio Gramizzi, Conflict Armament Research
- Kennedy Agade Mkutu, professeur agrégé de relations internationales, d'études sur la sécurité et d'études sur la paix à l'USIU Afrique
- Frederick Ampiah, Conseiller en matière de partenariats et de conformité, PNUD Libéria

Présentation:

Andreas Heinemann-Grüder, membre du Conseil consultatif, Centre international de Bonn pour la Conversion

Atelier 2: Menaces sécuritaires non traditionnelles : pandémies et changement climatique (anglais)

La pandémie de COVID-19 a révélé à quel point nos systèmes économiques et sociaux sont vulnérables aux chocs externes mondiaux. Alors qu'il était bien connu qu'un virus contagieux pouvait provoquer une crise sanitaire, peu de pays ont pris des précautions adéquates pour être en mesure de contenir la prolifération d'infections. La COVID-19 met au grand jour les inégalités et aggrave la situation des personnes marginalisées, particulièrement en situation de conflit. D'autres menaces latentes à la sécurité, comme le changement climatique, sont débattues depuis des décennies, mais peu de mesures d'atténuation des risques ont été prises. Quel est le degré de préparation de l'Union européenne pour prévenir les crises face aux chocs globaux ? Comment améliorer la prise en compte des menaces non traditionnelles à la sécurité, comme les pandémies et le changement climatique, dans la prévention des crises ? Comment combler le fossé qui sépare encore les alertes précoces d'une action précoce ? Quels principes devraient guider les stratégies européennes de prévention des crises ? Ces questions et d'autres seront discutées par des experts universitaires, politiques et de la société civile dans cet atelier.

Participants:

- Susanne Dröge, chargée de recherche principale, Stiftung Wissenschaft und Politik – Institut allemand pour la politique et la sécurité internationales (SWP)
- Hinrich Thielken, ambassadeur, directeur de la politique climatique et énergétique extérieures et de la transformation numérique, ministère fédéral des Affaires étrangères
- Jennifer Tollmann, conseillère politique, E3G
- René van Nes, chef de la division ISP.2 prévention des conflits et soutien à la médiation, Service européen pour l'action extérieure

Présentation:

Kira Vinke, coprésidente du Conseil consultatif, Institut de recherche de Potsdam sur les incidences du changement climatique (PIK)

Atelier 3: Faire plus de mal que de paix ? Garde-fous et procédures opérationnelles pour la Facilité européenne pour la paix (anglais)

Malgré certaines critiques de la communauté humanitaire européenne et allemande, le Conseil européen a décidé en juillet 2020 de créer la Facilité européenne pour la paix (FEP). Les négociations à ce sujet sont toujours en cours. Conçue comme un instrument hors budget, la FEP vise à financer les frais communs des missions et opérations militaires de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'UE. La nouvelle FEP (2021–2027), qui pourra peser jusqu'à 5 milliards d'euros, permettra aussi à l'UE de fournir des armes et des munitions aux acteurs sécuritaires dans des environnements instables. À l'instar de l'initiative du gouvernement fédéral de promotion et de renforcement des capacités (E2I), la FEP entend relier les anciennes approches d'assistance militaire aux aspirations de réforme démocratique du secteur de la sécurité, plaçant l'efficacité de la sécurité et la sécurité humaine au cœur de sa programmation. Cependant, un certain nombre d'exemples récents montre que des militaires entraînés et équipés à l'occidentale ne contribuent pas nécessairement à stabiliser des régions politiquement disputées ou à ouvrir la voie à une transformation pacifique des conflits, mais exacerbe même parfois ces conflits. Comment devrait-on dessiner les programmes de la FEP et d'E2I de manière à contribuer aux objectifs de consolidation de la paix et à réduire les effets négatifs sur les droits de l'homme ? Quelles garanties pourraient aider à empêcher que les programmes d'assistance sécuritaire ne contribuent à l'escalade de conflits ?

Quels mécanismes de surveillance et de suivi sont nécessaires pour garantir que les programmes aient l'effet escompté et pour éviter des résultats non désirés ?

Participants :

- Emily Knowles, chercheuse associée au Oxford Research Group et ancienne directrice du Remote Warfare Programme
- Olivier Guiryanan, directeur exécutif, BUCOFORE
- Tjorven Bellmann, directrice de la politique de sécurité, ministère fédéral des Affaires étrangères

Présentation :

Christoph Bongard, coprésident du conseil des porte-paroles, plateforme allemande pour la gestion civile des conflits

Atelier 4 : Le futur de l'Afrique : les stratégies répondent-elles aux défis et aux opportunités du continent ? (anglais/français)

Les scénarios pour l'Afrique des dix ans à venir identifient plusieurs forces déterminantes à long terme pour le continent : la revitalisation des identités traditionnelles, l'approvisionnement en ressources naturelles et des débouchés grandissants pour les sociétés industrialisées, la réorientation politico-économique vers la Chine, la croissance démographique rapide et l'urbanisation. Les richesses naturelles du continent, les bénéfices du dividende démographique, la diversité de l'Afrique et la croissance rapide de sa classe moyenne recèlent un potentiel immense pour son développement et sa prospérité. Parallèlement, les capacités de gouvernance des pays africains et la cohésion sociale des sociétés africaines subissent de plus en plus la pression due à la surexploitation du secteur primaire, aux importations de denrées alimentaires, à la rareté de certaines ressources et à des élites kleptocratiques. Pour exploiter davantage le potentiel existant, il sera nécessaire d'investir dans la gouvernance, l'éducation, la recherche et le développement, dans la numérisation ainsi que dans les infrastructures sociales et physiques. Le gouvernement fédéral allemand ainsi que l'Union européenne ont élaboré des stratégies spécifiques pour revitaliser leur partenariat avec l'Afrique. Ces stratégies reflètent-elles les tendances à long terme ? Quelle est la cohérence de ces stratégies ? Comment répondent-elles aux défis et aux opportunités sur le terrain ? Quelles ressources sont actuellement disponibles pour atteindre les objectifs déclarés des stratégies africaines ?

Participants :

- Jakkie Cilliers, président du conseil d'administration de l'Institut d'études de sécurité (ISS) et chef des équipes Futurs africains et innovation
- Robert Dölger, ambassadeur, directeur régional pour l'Afrique sub-saharienne et le Sahel, ministère fédéral des Affaires étrangères
- Annamarie Sehovic, chargée de recherche associée, études politiques et internationales, Université de Warwick
- Levinia Addae-Mensah, Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix (WANEP)
- Christoph Rauh, sous-directeur général (Afrique), ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (à confirmer)

Présentation :

Melanie Hauenstein, membre du Conseil consultatif, Programme des Nations Unies pour le développement

Atelier 5 : Cohérence de la politique pour la paix dans les politiques africaines de l'Allemagne et de l'Europe (anglais)

Dans les régions conflictuelles tout autour du monde, divers acteurs externes, étatiques et non étatiques, travaillent avec pour objectif d'empêcher une escalade du conflit, de mettre un terme à la violence ou d'initier ou soutenir des processus de paix. Obtenir une cohérence politique pour la paix est un sujet crucial dans les États fragiles ou touchés par un conflit parce que les acteurs externes qui interviennent divergent dans leurs approches et leurs objectifs. Cette cohérence passe par l'amélioration de la coordination et de la coopération entre bailleurs de fonds et partenaires locaux. Les lignes directrices adoptées par le gouvernement allemand en 2017, intitulées « Prévenir les crises, régler les conflits, promouvoir la paix », ont donné une impulsion majeure pour fonder une cohérence en matière de politique de paix. Quels enseignements tirés pourraient être utiles à la politique extérieure de l'Europe ? Quels défis subsistent pour obtenir une politique étrangère allemande plus cohérente ? Quelles stratégies et démarches sont nécessaires pour créer une cohérence politique en matière de paix au niveau européen et dans les régions de conflit elles-mêmes ? Ces questions seront discutées par des experts du monde universitaire et de la société civile originaires de l'Allemagne, de l'UE et de la région du Sahel.

Participants :

- Christine Hackenesch, chef de programme, Institut allemand de développement
- Michael Keating, Institut européen de la paix
- Philipp M. Goldberg, directeur régional, Centre de compétence paix et sécurité Afrique subsaharienne de la Friedrich-Ebert-Stiftung à Dakar, Sénégal

Présentation :

Melanie Coni-Zimmer, membre du Conseil consultatif, Fondation de recherche sur la paix et les conflits de Francfort

Ginger Schmitz, membre du Conseil consultatif, plateforme allemande pour la gestion civile des conflits

14h30–15h30

Pause

15h30–16h50

Table ronde de clôture

Que nous enseignent les conflits en cours pour les futures actions de prévention des crises et de consolidation de la paix de l'UE ?

Fort des éclairages des séances en ateliers, ce dernier panel explorera les enseignements à tirer des crises. En se concentrant sur le niveau européen de gouvernance, le débat explorera comment intégrer l'apprentissage institutionnel aux cadres existants. Sur la base des expériences de différentes crises, comme le terrorisme, la pandémie de coronavirus et le changement climatique, une

attention particulière sera portée au rôle de la société civile dans la prévention européenne des crises et la promotion de la paix. Quand la politique de prévention est-elle à la fois la plus efficace et soutenue par le public ? Quels instruments et principes directeurs sont nécessaires pour multiplier les bonnes pratiques ? Comment créer une dynamique pour une Union européenne plus résiliente et équitable, qui soit capable d'anticiper et d'atténuer les crises en son sein et à l'extérieur ? Nous voulons trouver des réponses à ces questions pressantes de notre temps et dépasser les approches sectorielles dans cette table ronde de clôture.

Participants :

- Ottmar von Holtz, président de la sous-commission « prévention civile des crises, traitement des conflits et sécurité en réseau » du Bundestag allemand
- Helga Schmid, secrétaire générale du Service européen pour l'action extérieure (à confirmer)
- Martin Jäger, secrétaire d'État au ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (à confirmer)
- Sonya Reines-Djivanides, directrice exécutive du Bureau européen de liaison pour la construction de la paix (EPLO)
- Michelle Ndiaye, Représentante Spéciale du PCUA et Chef du Bureau de liaison de l'UA en RDC et ancienne responsable du secrétariat du TANA Forum

Présentation :

Almut Wieland-Karimi, directrice du Centre des missions internationales de paix

16h50 – 17h00

observations finales

Bodo von Borries, Kira Vinke, coprésidents du Conseil consultatif